

Afdeling 10 - Einde van het ambt en einde van de detachering
Afdeling 11 - Cel voor het einde van het kabinet
Afdeling 12 - Medewerkers van de Ministers die hun opdracht verlaten
Afdeling 13 - Toezicht
Afdeling 14 - Varia
Afdeling 15 - Slotbepalingen

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C - 2019/14813]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution d'hydrogène sous forme gazeuse destiné aux véhicules à moteur et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, modifié par les décrets des 24 octobre 2013, 20 juillet 2016, 13 mars 2014 et 4 octobre 2018, 5, 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, 9, 17, § 1^{er}, et 83, modifié par le décret du 20 juillet 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le rapport du 29 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 66.016/4 du Conseil d'État, donné le 15/05/2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon 10 décembre 2015 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinés à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel liquéfié et modifiant divers arrêtés du Gouvernement wallon relatifs au permis d'environnement ;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne en date du 12 avril 2019 conformément à l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la directive 2015/1535/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ; que la Commission européenne n'a pas fait d'observation sur le présent arrêté ;

Considérant que la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs fixe, en son annexe II, point 2, des spécifications techniques communes pour les points de ravitaillement en hydrogène pour véhicules à moteur ;

Considérant que les risques pour l'environnement et pour l'homme sont tels qu'une autorisation est requise pour chaque installation de distribution de carburant alternatif ;

Considérant toutefois qu'une seule condition sectorielle ne peut pas appréhender tous les risques que comportent toutes les installations de distribution de tous les carburants alternatifs gazeux ;

Considérant que la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil, dite SEVESO 3, transposée par l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses s'applique à l'hydrogène dès lors que certains seuils de quantités présentes sur les sites sont atteints; qu'en deçà de ces seuils, il y a lieu de s'assurer que les dossiers demande de permis contiennent toutes les informations nécessaires à l'examen de la gestion des risques prévue le demandeur ;

Considérant le règlement délégué (UE) 2018/674 de la Commission du 17 novembre 2017 complétant la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les points de recharge pour les véhicules à moteur de catégorie L, l'alimentation électrique à quai pour les bateaux de navigation intérieure et les points de ravitaillement en GNL pour les transports par voie d'eau, et modifiant cette directive en ce qui concerne les connecteurs de véhicules à moteur pour le ravitaillement en hydrogène gazeux ;

Considérant que la norme ISO 17268 : 2012 relative aux dispositifs de raccordement pour le ravitaillement des véhicules à moteur en hydrogène gazeux vise les différentes parties du connecteur ; qu'il y a lieu ici de considérer uniquement la partie attenante aux installations de distribution d'hydrogène ; que les spécifications techniques de la partie attenante au véhicule ne sont pas de la compétence de la Région ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définition

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif des réservoirs des véhicules à moteur, ouvertes au public, visées par la rubrique 50.50.04.01.04 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, lorsqu'il s'agit d'hydrogène.

Les conditions prévues aux articles 4 à 7 s'appliquent aux installations de distribution de carburants d'hydrogène sous forme gazeuse.

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par « l'installation de distribution », « l'installation de distribution de carburants destinée à l'approvisionnement en carburant alternatif pour véhicule à moteur ».

CHAPITRE II. — *Implantation, construction et exploitation*

Art. 4. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les informations attestant que l'hydrogène gazeux fourni par l'installation de distribution est conforme à la norme ISO 14687-2 - 2012 Carburant hydrogène - Spécification de produit - Partie 2 : Applications des piles à combustible à membrane à échange de protons (MEP) pour les véhicules routiers - et ses modifications ultérieures.

Art. 5. L'installation de distribution ouverte au public est conforme aux spécifications techniques de la norme ISO/TS19880 - 1 : 2016: Carburant d'hydrogène gazeux -- Stations-service - et ses modifications ultérieures.

L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les informations, documents, rapports et attestations requis par la norme visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 6. La partie des connecteurs attenante à l'installation de distribution ouverte au public est conforme à la norme EN ISO 17268 relative aux dispositifs de raccordement pour le ravitaillement des véhicules à moteur en hydrogène gazeux.

L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les informations attestant que son installation de distribution est conforme à la norme visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 7. L'exploitant s'assure que l'installation de distribution emploie des algorithmes et équipements de remplissage conformes aux spécifications techniques de la norme ISO/TS 19880 - 1 visée à l'article 5.

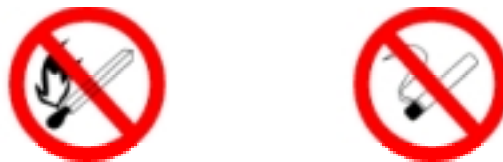
L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les informations attestant que son installation de distribution est conforme à la norme visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 8. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe, via le Bourgmestre du ressort, le service de la zone de secours sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 9. Le matériel de lutte contre l'incendie est protégé contre le gel. Ce matériel est signalé et aisément accessible dans l'établissement.

Art. 10. L'interdiction de fumer ou de faire du feu est rappelée par l'apposition sur ou à proximité des points de distribution et de dépotage des signaux d'interdiction :



L'interdiction d'utiliser des GSM, appareils photo, instruments de mesure et autres appareils qui ne sont pas conformes à la législation européenne en matière d'utilisation dans des zones explosives est apposée sur un panneau de manière visible et lisible sur ou à proximité des points de distribution et de dépotage.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives et finale*

Art. 11. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une installation de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburants alternatifs de réservoir de véhicules à moteur visée par la rubrique 50.50.04.01.04 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement. ».

Art. 12. L'article 30 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis unique est relative à une installation de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburants alternatifs de réservoir de véhicules à moteur visée par la rubrique 50.50.04.01.04 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, lorsqu'il s'agit d'hydrogène sous forme gazeuse, elle comprend, outre le formulaire général de demande, les informations arrêtées par le Ministre de l'Environnement. ».

Art. 13. Dans l'article 48 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 modifiant divers arrêtés en matière de permis d'environnement, les mots « annexes X et XIXbis. » sont remplacés par les mots « annexes X, XIXbis et XXIII ».

Art. 14. L'article 6 entre en vigueur le 24 mai 2020 pour autant que le projet de norme EN ISO 17268 ait été ratifié et publié au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Art. 15. L'article 13 entre en vigueur le jour de la signature du présent arrêté.

Art. 16. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/14813]

18. JULI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich Tankanlagen für gasförmigen Wasserstoff für Kraftfahrzeuge und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4, abgeändert durch die Dekrete vom 24. Oktober 2013, 20. Juli 2016, 13. März 2014 und 4. Oktober 2018, Artikel 5, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 9, Artikel 17 § 1 und Artikel 83, abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Berichts vom 29. März 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinigten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 15/05/2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.016/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten sowie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um Flüssigerdgas handelt, und zur Abänderung von verschiedenen Erlassen der Wallonischen Regierung über die Umweltgenehmigung;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass in Übereinstimmung mit Artikel 5 § 1 der Richtlinie 2015/1535/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft am 12. Oktober 2019 an die Europäische Kommission weitergeleitet wurde; dass die Europäische Kommission keine Bemerkung über den vorliegenden Erlass geäußert hat;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2014/94/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über den Aufbau der Infrastruktur für alternative Kraftstoffe in deren Anhang II, Punkt 2, gemeinsame technische Spezifikationen für Wasserstofftankstellen für Kraftfahrzeuge festlegt;

In der Erwägung, dass die Risiken für die Umwelt und den Menschen so bedeutend sind, dass eine Genehmigung für jede Tankanlage für einen alternativen Treibstoff erforderlich ist;

In der Erwägung jedoch, dass nicht alle Risiken, die von den gesamten Tankanlagen für sämtliche gasförmige Alternativtreibstoffe ausgehen, durch eine einzige Sektorenbedingung erfasst werden können;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2012/18/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 zur Beherrschung der Gefahren schwerer Unfälle mit gefährlichen Stoffen, zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinie 96/82/EG des Rates, die sogenannte "SEVESO-3-Richtlinie", umgesetzt durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen, insoweit auf Wasserstoff anzuwenden ist, sobald bestimmte Schwellenwerte für an den Standorten vorhandene Mengen erreicht sind; dass unterhalb dieser Schwellenwerte sichergestellt werden sollte, dass die Akten in Bezug auf Genehmigungsanträge alle Informationen enthalten, die zur Untersuchung des vom Antragsteller vorgesehenen Risikomanagements erforderlich sind;

In Erwägung der delegierten Verordnung (EU) 2018/674 der Kommission vom 17. November 2017 zur Ergänzung der Richtlinie 2014/94/EU des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf Ladepunkte für Kraftfahrzeuge der Klasse L, die landseitige Stromversorgung für Binnenschiffe und LNG-Tankstellen für den Schiffsverkehr und zur Änderung dieser Richtlinie im Hinblick auf Kupplungen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Wasserstoff;

In der Erwägung, dass die Norm ISO 17268:2012 über Anschlussvorrichtungen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Wasserstoff die verschiedenen Bauteile der Kupplung betrifft; dass hier nur das Bauteil, das zur Wasserstoff-Tankanlage gehört, in Betracht gezogen werden sollte; dass die technischen Spezifikationen für das dem Fahrzeug zugehörige Bauteil nicht in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2014/94/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über den Aufbau der Infrastruktur für alternative Kraftstoffe teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die öffentlich zugänglichen Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit Alternativtreibstoff im Sinne der Rubrik 50.50.04.01.04 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, wenn es sich um Wasserstoff handelt.

Die in den Artikeln 4 bis 7 vorgesehenen Bedingungen sind auf Tankanlagen für gasförmigen Wasserstoff anzuwenden.

Art. 3 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Tankanlage" die "Tankanlage zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit Alternativtreibstoff".

KAPITEL II — Standort, Errichtung und Betrieb

Art. 4 - Der Betreiber stellt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Informationen zur Verfügung, durch die bescheinigt wird, dass der gasförmige Wasserstoff aus der Tankanlage der Norm ISO 14687-2 - 2012 "Wasserstoff als Kraftstoff - Produktfestlegung - Teil 2: Protonenaustauschmembran (PEM)-Brennstoffzellenanwendungen für Straßenfahrzeuge" und deren späteren abgeänderten Fassungen entspricht.

Art. 5 - Die öffentlich zugängliche Tankanlage entspricht den technischen Spezifikationen der Norm ISO/TS19880 - 1 : 2016 "Gasförmiger Wasserstoff - Betankungsanlagen" und deren späteren abgeänderten Fassungen.

Der Betreiber stellt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Informationen, Unterlagen, Berichten und Bescheinigungen zur Verfügung, die laut der in Absatz 1 genannten Norm erforderlich sind.

Art. 6 - Das der öffentlich zugänglichen Tankanlage zugehörige Kupplungsbauteil entspricht der Norm EN ISO 17268 über Anschlussvorrichtungen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Wasserstoff.

Der Betreiber stellt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Informationen zur Verfügung, durch die bescheinigt wird, dass seine Tankanlage der in Absatz 1 genannten Norm entspricht.

Art. 7 - Der Betreiber trägt dafür Sorge, dass die Tankanlage Betankungsalgorithmen und -ausrüstungen verwendet, die den technischen Spezifikationen der in Artikel 5 genannten Norm ISO/TS 19880 - 1 entsprechen.

Der Betreiber stellt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Informationen zur Verfügung, durch die bescheinigt wird, dass seine Tankanlage der in Absatz 1 genannten Norm entspricht.

KAPITEL III — Unfall- und Brandverhütung

Art. 8 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber durch Vermittlung des örtlich zuständigen Bürgermeisters den Dienst der Hilfeleistungszone über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 9 - Die Feuerlöschgeräte werden vor dem Frost geschützt. Diese Geräte sind gekennzeichnet und innerhalb des Betriebs leicht zugänglich.

Art. 10 - Es wird durch die Anbringung der folgenden Verbotsschilder an oder nahe der Abgabe- und Abfülleinheiten auf das Feuer- und Rauchverbot hingewiesen:



Das Verbot, Handys, Fotoapparate, Messinstrumente und sonstige Geräte zu verwenden, die mit den EU-Rechtsvorschriften in Sachen Verwendung in explosionsgefährdeten Bereichen nicht übereinstimmen, wird mittels eines Schildes auf sichtbare und lesbare Weise an oder nahe der Abgabe- und Abfülleinheiten angezeigt.

KAPITEL IV — Abänderungs- und Schlussbestimmungen

Art. 11 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Bezieht sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf eine Tankanlage zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit Alternativtreibstoffen im Sinne der Rubrik 50.50.04.01.04 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, umfasst er neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen."

Art. 12 - Artikel 30 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Bezieht sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf eine Tankanlage zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit Alternativtreibstoffen im Sinne der Rubrik 50.50.04.01.04 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, umfasst er, wenn es sich um gasförmigen Wasserstoff handelt, neben dem allgemeinen Antragsformular ebenfalls die vom Minister für Umwelt festgelegten Informationen.”

Art. 13 - In Artikel 48 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Abänderung verschiedener Erlasse in Sachen Umweltgenehmigung wird die Wortfolge “der Anlagen X und XIXbis” durch die Wortfolge “der Anlagen X, XIXbis und XXIII” ersetzt.

Art. 14 - Artikel 6 tritt am 24. Mai 2020 in Kraft, soweit der Normentwurf EN ISO 17268 ratifiziert und im *Amtsblatt der Europäischen Union* veröffentlicht worden ist.

Art. 15 - Artikel 13 tritt am Tag der Unterzeichnung des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 16 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Gewerbegebiete und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/14813]

18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de distributie van gasvormige waterstof voor motorvoertuigen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de decreten van 24 oktober 2013, 20 juli 2016, 13 maart 2014 en 4 oktober 2018, artikel 5, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 9, artikel 17, § 1, en artikel 83, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het rapport van 29 maart 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 66.016/4 van de Raad van State, gegeven op 15 mei 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de distributie van brandstoffen bestemd om de tanks van motorvoertuigen te bevoorraden met alternatieve gasbrandstof, wanneer het gaat om gecombineerd aardgas, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectenstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, alsook het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de brandstofverdeelinstallaties voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, wanneer het gaat om vloeibaar aardgas en tot wijziging van verschillende besluiten van de Waalse Regering betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat dit besluit op 12 april 2019 aan de Europese Commissie is meegedeeld overeenkomstig artikel 5, paragraaf 1, van Richtlijn (EU) 2015/1535/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; overwegende dat de Commissie geen bemerkingen had op dit besluit;

Overwegende dat Richtlijn 2014/94/EU van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen in bijlage II, punt 2, gemeenschappelijke technische specificaties vaststelt voor de waterstoftankpunten voor motorvoertuigen;

Overwegende dat de risico's voor het milieu en de mens van dien aard zijn dat voor elke installatie voor de distributie van alternatieve brandstoffen een vergunning vereist is;

Overwegende evenwel dat één enkele sectorale voorwaarde niet alle risico's van alle installaties voor de distributie van alle gasvormige alternatieve brandstoffen kan dekken;

Overwegende dat Richtlijn 2012/18/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, houdende wijziging en vervolgens intrekking van Richtlijn 96/82/EG van de Raad, de zgn. SEVESO 3-Richtlijn, omgezet bij het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, op waterstof van toepassing is zodra bepaalde drempels van op de site aanwezige hoeveelheden bereikt zijn; dat onder die drempels nagegaan dient te worden of de dossiers voor de vergunningsaanvragen alle informatie bevat, nodig voor de behandeling van de risicobeheersing waarin de aanvrager voorziet;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) 2018/674 van de Commissie van 17 november 2017 tot aanvulling van Richtlijn 2014/94/EU van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de oplaadpunten voor motorvoertuigen van categorie L, walstroomvoorzieningen voor binnenvaartschepen en tankpunten voor LNG voor het vervoer over water, en tot wijziging van die richtlijn met betrekking tot connectoren voor motorvoertuigen voor het tanken van gasvormige waterstof;

Overwegende dat ISO-norm 17268 : 2012 “Vulaansluitingen voor wegvoertuigen met gasvormige waterstof als motorbrandstof” de verschillende onderdelen van de connector beoogt; dat hier enkel het onderdeel dat aan de installaties voor de distributie van waterstof verankerd is, beoogd wordt; dat de technische specificaties van het onderdeel dat op het voertuig aangesloten wordt, niet onder de bevoegdheid van het Gewest valt;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2014/94/EU van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de voor het publiek opengestelde brandstofdistributie-installaties bestemd voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, bedoeld in rubriek 50.50.04.01.04 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten met een risico voor de bodem, wanneer het gaat om waterstof.

De voorwaarden bedoeld in artikelen 4 tot 7 is van toepassing op brandstofdistributie-installaties voor gasvormige waterstof.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder “distributie-installatie” verstaan: installatie voor de distributie van brandstoffen, voor de bevoorrading van motorvoertuigen met een alternatieve brandstof.

HOOFDSTUK II. — *Vestigingsplaats, opbouw en uitbating*

Art. 4. De uitbater houdt de informatie waaruit blijkt dat de gasvormige waterstof die via de distributie-installatie geleverd wordt overeenstemt met ISO-norm Waterstof als brandstof – Productspecificatie – Deel 2: Protonenuitwisselingsmembraan (PEM) brandstofceltoepassingen voor wegvoertuigen – en latere wijzigingen ervan, ter beschikking van de met het toezicht belaste ambtenaar.

Art. 5. De voor het publiek opengestelde distributie-installatie stemt overeen met de technische specificaties van norm ISO/TS19880 - 1 : 2016 : Gasvormig waterstof – Vulstations – en latere wijzigingen.

De uitbater houdt de informatie, de documenten, de verslagen en de attesten zoals vereist bij norm bedoeld in lid 1 ter beschikking van de ambtenaar belast met het toezicht.

Art. 6. Het deel van de connectoren dat verankerd is aan de distributie-installatie, opengesteld voor het publiek, stemt overeen met norm EN ISO 17268 voor vulaansluitingen voor wegvoertuigen met gasvormig waterstof als motorbrandstof.

De uitbater houdt de informatie waaruit blijkt dat zijn distributie-installatie overeenstemt met de norm bedoeld in lid 1, ter beschikking van de ambtenaar belast met het toezicht.

Art. 7. De uitbater vergewist zich ervan dat de distributie-installatie vulalgoritmes en -uitrustingen gebruikt conform de technische specificaties van norm ISO/TW 19880 - 1 bedoeld in artikel 5.

De uitbater houdt de informatie waaruit blijkt dat zijn distributie-installatie overeenstemt met de norm bedoeld in lid 1, ter beschikking van de ambtenaar belast met het toezicht.

HOOFDSTUK III. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 8. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant, via de burgemeester van het ambtsgebied, de dienst van de hulpverleningszone informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 9. Het brandbestrijdingsmaterieel is tegen vorst beschermd, van gebods- en verbodstekens voorzien en gemakkelijk toegankelijk binnen in de inrichting.

Art. 10. Er wordt via onderstaande verbodstekens gewezen op het verbod om te roken of vuur te maken op of in de nabijheid van de distributie- en lospunten:



Er wordt via een zichtbaar en leesbaar bord op of in de nabijheid van de distributie- en lospunten gewezen op het verbod om gebruik te maken van gsm's, fototoestellen, meetinstrumenten en andere apparaten die niet overeenstemmen met de Europese wetgeving inzake het gebruik in explosiegevaarlijke zones.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 11. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018, wordt aangevuld met volgend lid :

“Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een brandstofdistributie-installatie die bestemd is voor de bevoorrading van motorvoertuigen met alternatieve brandstoffen, zoals bedoeld in rubriek 50.50.04.01.04 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectenstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, behalve het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu. ”.

Art. 12. Artikel 30 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018, wordt aangevuld met volgend lid :

“Als de globale-vergunningsaanvraag betrekking heeft op een brandstofdistributie-installatie die bestemd is voor de bevoorrading van motorvoertuigen met alternatieve brandstoffen, zoals bedoeld in rubriek 50.50.04.01.04 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectenstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten die voor de bodem risicovormend is in het geval van gasvormig waterstof, bevat ze, behalve het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu. ”.

Art. 13. In artikel 48 van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot wijziging van verscheidene besluiten inzake milieuvergunning worden de woorden “bijlagen X et XIXbis.” vervangen door de woorden “bijlagen X, XIXbis en XXIII”.

Art. 14. Artikel 6 treedt in werking op 24 mei 2020 voor zover ontwerp-norm EN ISO 17268 geratificeerd en in het *Publicatieblad van de Europese Unie* is bekendgemaakt.

Art. 15. Artikel 13 treedt in werking de dag waarop dit besluit ondertekend wordt.

Art. 16. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/30874]

1^{er} OCTOBRE 2019. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

La Ministre de la Nature et de la Ruralité,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1^{er}, 5°;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, les articles 3, § 1^{er}, et 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°;

Vu l'urgence motivée par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate compte tenu de la situation de terrain;

En l'occurrence, en l'état actuel des connaissances, il est établi que la recrudescence de l'épidémie de peste porcine africaine résultant des naissances de l'année 2019 (période de fin du printemps et de l'été) qui était crainte, n'a pas eu lieu, grâce à la combinaison, d'une part, des mesures de lutte adoptées par la Région wallonne pour endiguer la propagation et la transmission de cette maladie, et d'autre part, de la mortalité importante constatée chez les jeunes sujets due à l'effet naturellement létal de la peste porcine africaine ainsi qu'à la difficulté de survivre seul en cas de disparition de la laie;

Que même si cet indicateur démontre que la situation évolue dans le bon sens, cette crise sanitaire reste néanmoins critique et le restera jusqu'à l'éradication complète de la maladie;

En effet, à défaut de pouvoir éradiquer cette maladie rapidement, celle-ci risquerait de devenir endémique;

Qu'il ne s'agit pas là d'une hypothèse théorique : la documentation scientifique existante sur le cycle épidémiologique de la peste porcine africaine, confrontée aux données de terrain, démontre que le risque que la maladie devienne endémique en Région wallonne est réel;

Le résultat des récentes analyses sérologiques effectuées sur des sangliers abattus dans la zone infectée annoncé dans l'arrêté ministériel du 11 septembre 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 27 juin 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine a été rendu en date du 13 septembre 2019;

Que l'analyse de ces résultats montre que certains d'entre eux sont séropositifs : certains sangliers survivent à la maladie par le développement d'anticorps contre le virus de la peste porcine africaine;

Cependant, l'indice de survie de ces sangliers est relatif dans la mesure où ces analyses ne permettent pas de déterminer si les animaux séropositifs abattus ont développé des anticorps qui seraient de nature à contrevenir naturellement à la propagation de la maladie ou si le virus est seulement en situation « dormante »;

Il n'existe dès lors encore aucune preuve formelle permettant d'établir que ces survivants ne sont pas des excréteurs susceptibles de contaminer ultérieurement leurs congénères non immunisés, ou des porcs d'élevage, tant en cas de mort naturelle par l'effet de la nécrophagie que par l'effet d'une baisse d'immunité permettant au virus de reprendre vigueur;